

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 14 r.
Six mois. 27
Un an. 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait —

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et C° place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 11 JUIN 1872

BOURSE DE PARIS

DU 11 JUIN

3 0/0 55 55
4 1/2 78 95
5 0/0 86 80

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

On écrit de Navarre au Courrier de Bayonne que les troupes carlistes, aux ordres de Carrasa, se sont emparées de la ville d'Estella qu'elles occupent militairement. Chef-lieu d'un des districts de la Navarre, située au pied des Amézcuas, Estella est une place de la plus grande importance; c'est là plus qu'un succès pour Carrasa, c'est une victoire stratégique.

Près de Vittoria, 40 gardes civils ont été faits prisonniers et leur capitaine a été tué.

L'irritation des carlistes est telle contre les traités qui ont signé le convenio, que le cabecilla Calle et son fils, arrêtés à Villaréal, ont été, paraît-il, fusillés à Unza. Le secrétaire de la junte de guerre, qui a commis cet acte honteux, a été également arrêté et emmené prisonnier à Orduña.

Le nouveau général en chef Echague vient de se mettre en campagne; il s'agissait de cerner Carrasa et Perula qui marchaient sur Oural. On a mis en mouvement la brigade de Primo de Rivera, la division Moriones, la brigade Ceruti, les régiments de Séville et d'Almansa. On s'est posté après des marches longues et difficiles et on a vainement attendu les carlistes qui, tandis que leurs adversaires s'épuisaient en efforts, avaient paisiblement gagné Sada et Lumbier par les défilés.

On dément la nouvelle que les bandes de l'Andoulasie se soient dispersées; elles se sont, au contraire, cantonnées dans la Sierra, d'où elles sont inexpugnables.

La voie ferrée de Pampelune à Saragosse a été coupée mercredi au point nommé El Carrascal, en Navarre. Des bandes nouvelles s'organisent, et ceux qui s'étaient soumis s'y rendent avec empressement.

Cependant, à Madrid, le maréchal Serrano se débat contre la nécessité d'avouer la vérité. Le public et les partis ne lui ménagent pas les critiques. La situation est plus tendue que jamais. D'après une dépêche de l'Agence Havas, M. Castelar devait samedi se retirer du Congrès après son discours contre l'adresse en réponse au message royal. — A. R.

La presse et les élections du dimanche.

Nous nous proposons de reprendre notre revue quotidienne de la presse que diverses circonstances nous avaient forcés d'abandonner momentanément. Comme par le passé, nous donnerons à cette revue un caractère complet d'impartialité, citant tous les journaux sans

distinction d'opinion. Nos lecteurs auront aussi un aperçu aussi exact que possible, du mouvement des idées.

Nous commençons par les journaux de notre département. Voici comment s'exprime l'Echo du Nord :

« Le résultat des élections est un triomphe éclatant pour l'opinion républicaine modérée et conservatrice affirmée par le candidat dans toutes ses circulaires et par ses avocats dans toutes leurs discussions. C'est en même temps un nouveau bill de confiance décrété par le pays à la politique de M. Thiers dont M. Deregnacourt s'est déclaré le représentant et qu'il s'est engagé à soutenir. C'est enfin une leçon infligée par le corps électoral aux candidatures masquées et aux procédés cauteleux du comité de la coalition monarchique.

Le Progrès du Nord constate et — nous sommes de son avis — que le succès est surtout éclatant pour le parti radical dont il est l'organe :

« Ce triomphe nous invite, dit ce journal, à persévérer dans la voie que nous avons suivie, en dépit des attaques des uns, en dépit des défaillances des autres. »

Cette voie, qui est celle que nous conduira à la République, à la République vraie, entourée d'institutions républicaines, à la République avec les républicains, nous continuerons de la suivre, avec la modération dont nous n'avons cessé de donner l'exemple, mais avec l'inflexibilité qui est le propre de toute politique sûre d'elle-même. »

La Vraie France juge comme nous le résultat des élections. Voici comment s'exprime le rédacteur en chef de ce courageux journal :

« La France monte en ce moment son Calvaire; comme le Maître divin, elle est abandonnée par les tièdes, par les peureux, par les lâches, par les pharisiens de toutes les formes. Un petit nombre d'âmes enflammées d'amour, la suivent sur le chemin des douleurs. Ils la contempleront dans son crucifiement, mais ils savent qu'elle ne fera que passer par le sépulchre, et que le troisième jour, elle s'élancera du cercueil triomphante et glorieuse. Et voilà pourquoi à la sauvage clameur : Vive la République! Nous opposerons toujours celle-ci : Vive la France! »

Les parricides ont dit : périsse la patrie plutôt que notre haine pour les institutions de nos pères, la justice, la vérité; et la défection, l'abstention stupide, l'hébétéude publique laissent passer les séditions.

Comme à Jérusalem, il y a dix-huit siècles et demi, un homme a trahi la France comme Judas trahit son maître. Mais tous les Judas périssent de la même manière, honteusement, misérablement, et la létrissure de tous les temps pèse sur leur mémoire.

L'Assemblée de Versailles a manqué de cœur à Bordeaux; elle est divisée à Versailles, elle demeurera un palliatif contre les maux du radicalisme, mais elle ne sauvera pas la patrie. Elle portera un jour la peine de ses imperfections et sa disparition n'aura rien de sublime.

Pour le pays, en grande majorité attaché au bien, à l'honnêteté, aux vrais principes, il aura somméillé, il aura, par bêtise humaine, laissé se faire des élections mauvaises; il n'aura donc pas à se plaindre des épreuves qui l'atteindront, il les aura voulues. »

Le Propagateur constate que l'échec du candidat conservateur a été honorable.

Le Mémorial de Lille ne fait aucun commentaire.

Le Ralliement publie l'article que voici :

Les conservateurs viennent de subir un échec, dans les élections partielles qui viennent d'avoir lieu. Pourquoi essayons-nous d'en diminuer la gravité ?

S'il ne s'agissait que de politique, nous serions bien vite consolés. L'une des conditions d'un régime comportant la lutte électorale est d'amener alternativement des succès et des insuccès. Une représentation nationale sincère et complète doit ouvrir ses portes à tous les partis qui se contiennent les uns par les autres.

Malheureusement les élections qui se terminent n'ont pas un caractère politique; elles n'ont même pas une portée seulement constitutionnelle. La monarchie et la république ne se sont pas trouvées en présence sans apporter avec elles des idées d'un autre ordre inaperçues par beaucoup d'électeurs peut-être, mais qui n'ont été désavouées par aucun des meneurs de la démagogie.

Nous avons vu s'établir, en 1848, une république qui, dans ses débuts, s'efforça de rester une institution purement constitutionnelle et politique.

Des hommes qui n'étaient rien moins que des républicains acceptèrent cette révolution gouvernementale, comme une tentative de réforme politique n'amenant pas nécessairement avec elle des bouleversements sociaux.

Bientôt la violente éruption de juin vint montrer que les populations, en France, confondent toujours ce nom de république avec une transformation radicale qui n'est autre que l'anarchie et n'acceptant d'autre frein que la dictature démagogique.

Ceux qui envisagent la chose autrement sont les dupes.

La tête du mouvement a été et est radicale. Ceux qui ont cru pouvoir s'arrêter dans ce chemin fatal, seront entraînés malgré eux. Et ils ont bien tort de s'attribuer une victoire dont les radicaux qui les conduisent à la remorque ne les laisseront profiter en aucune sorte.

Voilà le côté redoutable de la position. Le succès du 9 juin est un gage nouveau conquis par le radicalisme. Jusqu'où sera-t-il poussé, dans l'application ? Nous l'ignorons.

Ceux qui sont aujourd'hui les plus avancés seront bientôt probablement considérés comme des rétrogrades.

Les complications qui peuvent s'en suivre créent aux conservateurs de nouveaux devoirs.

Nous avons successivement à les étudier. Ils se résument tous dans l'union la plus forte et la plus cordiale pour le soutien et la défense de tous les grands principes sociaux qui vont courir les plus graves dangers.

Tous les efforts employés à contenir la république sur le terrain exclusivement politique demeureront impuissants, et cette forme de gouvernement disparaîtra, ne laissant d'autres souvenirs que l'effroi du désordre et des calamités qui l'accompagnaient.

Les républicains de la veille, les républicains sincères du lendemain étaient cependant assez nombreux avec la résolution de n'être pas débordés.

Bon nombre avaient à cœur le maintien du respect de toutes les lois sociales. Ainsi il ne manquait pas de républicains que leurs principes politiques n'empêchaient nullement de rester attachés à leur foi religieuse, ce foyer sacré qui réchauffe toutes les vertus privées et sociales. L'Amérique et la Suisse témoignaient d'ailleurs qu'il n'y avait entre la République et la religion aucune incompatibilité fondamentale !

Si les républicains de nos jours étaient demeurés dans cette ordre d'idées, en un mot si le radicalisme révolutionnaire n'avait,

pas succédé à l'opinion républicaine pure et simple, la situation, dont les élections actuelles sont le symptôme, ne nous effrayerait pas. Nous n'aurions à suivre que des polémiques de forme purement gouvernementale.

Mais il n'en est pas ainsi. C'est le radicalisme, c'est la révolution qui ont triomphé.

De son côté, le Journal du Nord s'exprime ainsi :

Le parti conservateur a éprouvé un échec considérable et le triomphe du radicalisme est aussi éclatant qu'il pouvait le désirer.

Nous ne nous arrêtons pas à gémir inutilement cette indolente portion du parti conservateur qui n'a pas su joindre ses efforts aux nôtres; le jour de la lumière n'est pas encore venu pour eux. Cas gens-là n'ouvriront les yeux que quand il sera trop tard; lorsque l'abîme sera béant sous leurs pas et qu'ils ne pourront plus éviter d'y tomber.

Mais, qu'alors, ils ne nous étourdissent pas de leurs clameurs effrayées. C'est seulement à la faveur de leur incroyable apathie qu'aura pu se préparer l'accomplissement de leur ruine.

Quant à nous, l'échec du parti conservateur a pu nous attrister, mais il ne nous a pas découragés. Quelque sombre que paraisse l'avenir, nous mettrons plus de dévouement que jamais au service des saintes causes que nous défendons et qui nous deviennent d'autant plus chères qu'elles sont plus malheureuses.

E. DELBROUQ.

Le temps nous faisant défaut aujourd'hui, nous donnerons demain les appréciations de la presse parisienne.

Les empoisonneurs.

Lorsqu'en 1789, Louis XVI convoqua les Etats généraux et accepta solennellement les cahiers délibérés dans quarante-quatre mille réunions primaires, un accord parfait existait entre le Roi et la nation, l'œuvre de la restauration des libertés nationales s'accomplissait par le concours régulier et nécessaire des deux principes constitutifs de la souveraineté publique : le consentement du peuple et la sanction royale; mais, cette unité de la souveraineté nationale fut rompue par les députés qui s'érigèrent en pouvoir constituant; dès lors, la Révolution était née !

93 est donc la négation absolue de 89. 89, c'était le retour de la France à la monarchie nationale, à la liberté politique, à l'égalité des droits.

92 fut l'anéantissement de la Constitution française, anéantissement qui produisit la guerre civile, les insurrections, l'échafaud, le pillage, la confiscation, la terreur. Aussi l'essor général des idées dirigé vers un progrès pacifique fut tourné contre la souveraineté nationale par le fait d'une Assemblée usurpatrice et infidèle à son mandat, par le fait surtout de cette vivante incarnation de l'esprit de révolte et d'ambition : la faction d'Orléans, faction si bien identifiée avec le genre révolutionnaire et se développant dans un parallélisme si rigoureux, qu'un historien a pu dire : la Révolution c'est l'Orléanisme. »

Nous venons de voir rapidement que le travail de restauration nationale fut vicié dès son origine, le jour où l'Assemblée se sépara de la royauté par le serment du Jeu de Paume, sanctionna le droit d'insurrection inauguré par la prise de la Bastille, et en vint même à nier le principe monarchique. De ces diverses sanctions d'un droit nouveau révolutionnaire sont sortis ce qu'on se plaît à appeler les principes de 93, véritable empoisonnement de la nation française qui

corrompit si profondément les sources de la liberté nationale qu'il semble l'avoir anéantie à jamais pour nous jeter, comme dans les crises d'un délire mortel, de l'anarchie au despotisme, de la tyrannie d'une dictature à la tyrannie plus odieuse encore de la démagogie. Partant de ces principes, la France est sortie de la voie sage et libérale que les Etats-Généraux, d'accord avec la loi, lui avaient tracée; les catastrophes de 1830, 1848, 1871, sont les douleurs et inévitables phases de cette maladie mortelle qui tuera notre pays, s'il ne rejette le venin révolutionnaire en rompant pour toujours avec le faux libéralisme, issu des mortels principes de 93.

Or, la République, telle qu'elle a toujours été comprise en France, n'est que l'exacte réalisation et la mise en pratique rigoureuse de ces funestes principes : Avec elle se perpétue l'esprit primitif de la Révolution, avec elle foudroie sur nous les désastres dont le spectacle a épouvanté nos pères, la ruine, le désordre, le pillage et la honte !

Donc la République est notre pire ennemie et ceux qui veulent imposer à la France cette forme impossible de gouvernement, ceux qui torturent notre patrie sur ce lit de Procuste sont des ennemis, des empoisonneurs publics, qui sciemment ou non, travaillent à la ruine du pays et lui préparent pour l'avenir de nouvelles et inévitables catastrophes.

A l'heure où nous avons à choisir nos mandataires, il importe donc d'écarter impitoyablement tout candidat républicain. Ces utopistes qui rêvent je ne sais quelle régénération sanglante, au nom de la liberté et de la fraternité, qui flattent le peuple pour l'asservir; ces rêveurs qui ont accumulé plus de ruines et de douleurs sur notre pauvre France que ne l'auraient pu faire les tyrans dont l'antiquité a gardé le souvenir, doivent être exclus du conseil de la nation, si nous voulons le salut de notre patrie, votons contre la République et contre les empoisonneurs publics, les républicains.

ALLÉ DE BADTS DE CUGNAC.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 10 juin 1872.

Depuis le 19 janvier, M. Thiers avait cessé de se produire à la tribune; aussi était-on avide de l'entendre samedi dernier, ne fût-ce que pour savoir si tant de discours rentrés n'avaient pas nui à son tempérament. Il n'en est rien et je puis vous assurer que M. Thiers est absolument le même. Toujours aussi obstiné et aussi attachant; aussi rétrograde par les opinions et aussi vert dans la dialectique, aussi ferme et aussi vieux.

Malgré les concessions qu'il a dû faire à la commission pour obtenir l'assentiment de la majorité, le chef du pouvoir exécutif me fait l'effet d'avoir gardé in petto toutes ses théories auxquelles il retournera par là même dans l'exécution de la loi; (autant du moins qu'on voudra bien le lui permettre). Même dans ce discours, qui n'avait d'autre objet que de rassurer les délégués de la chambre, M. Thiers a laissé constamment percer ses conditions dans les phrases incidentes que l'Officiel ne reproduira peut-être pas, mais que j'ai notées au vol. On attribue nos malheurs, nous a-t-il dit, à la dénationalisation de notre armée; à la supériorité de l'organisation prussienne;